



Les alcôves de la collabo

Derrière le mythe de la France, « pays de l'Amour », le commandement nazi voit une menace sanitaire majeure et instaure un système de maisons closes réservées à ses troupes, où les prostituées feront ami-ami avec l'ennemi, parfois bien malgré elles. PAR OLIVIER TOSSERI

En juin 1940, le soldat allemand victorieux arrive à Paris avec une idée préconçue, résumée par le dicton « Vivre comme Dieu en France ». Dans l'imaginaire de l'occupant, l'Hexagone est la patrie de la licence sexuelle et de la sensualité. Paris est perçue comme une « Babylone moderne », où tous les plaisirs physiques, qu'ils soient gastronomiques ou sexuels, sont à portée de main. Le soldat rêve de la *kleine Pariserin* (« petite Parisienne »), figure de l'élégance et de la coquetterie, qu'il imagine volontiers vénale ou « facile ». Ivre de sa victoire éclair, il s'attend à ce que la capitale française soit le terrain de jeu de ses

désirs. L'accès à ces plaisirs est largement facilité par une manipulation monétaire. Le Reichsmark a été artificiellement réévalué à 20 francs, ce qui représente une hausse de près de 66 % par rapport au cours d'avant-guerre. Grâce à ce taux de change avantageux, le coût de la vie en France devient dérisoire pour le soldat de la Wehrmacht. Ce pouvoir d'achat décuplé lui permet non seulement d'acquérir des biens de consommation, mais aussi de recourir massivement à la prostitution.

Mais lorsqu'il s'agit du « repos du guerrier », les services de santé du Reich ne veulent rien laisser au hasard. Au-delà du mythe de la « France galante », ils perçoivent l'Hexagone

comme un territoire de contamination massive. La crainte d'une prostitution non régulée et d'une épidémie de maladies vénériennes, portées par la population locale, transforme la France en une menace directe pour l'intégrité de l'armée allemande. Ainsi, le haut commandement de l'armée de terre (OKH) réagit dès la prise de possession de Paris. Motivé par des impératifs sanitaires et par l'idéologie raciale nazie, l'occupant impose une restructuration stricte du marché du sexe. En juillet 1940, deux directives majeures sont promulguées pour instituer des bordels réservés exclusivement à la Wehrmacht, marquant le début d'un contrôle administratif et médical rigoureux sur le corps des femmes et la sexualité des hommes.

Débauche... puis front de l'Est

Dans les grandes villes, l'armée allemande réquisitionne des maisons closes pour ses soldats, interdites aux civils français. À l'inverse, les militaires ne peuvent fréquenter que ces établissements dédiés. Des panneaux *Nur für Wehrmacht* (« Réservé à la Wehrmacht ») fleurissent sur leurs façades.



ration

Les bordels de la Wehrmacht (1) Des soldats entrent au 3, rue Guyot à Brest, dans ce qui semble être une synagogue, mais il pourrait en réalité s'agir d'un lupanar déjà existant, l'Étoile bleue. Quoi qu'il en soit, la façade est une aubaine pour la propagande allemande. (2) C'est un vrai régiment qui s'attroupe devant la porte de l'amour ! (3) À Marseille, chez Madame Coste, un nazi a porté son choix sur une jeune femme blonde. Les femmes juives ou dites de « race inférieure » ont été exclues du service. (photos 1940).

Ce système est strictement réglementé : les prostituées subissent deux examens médicaux hebdomadaires et doivent présenter une carte d'inspection à leurs clients. Les femmes juives ou jugées de « races inférieures » sont exclues de ce service. Des lieux distincts sont instaurés selon le grade (officiers, sous-officiers) ou le statut (organisation Todt [organisation paramilitaire]).

Le système atteint rapidement une envergure considérable. Paris ne compte pas moins de 40 maisons closes réquisitionnées par les Allemands auxquelles s'ajoutent au moins douze établissements en banlieue. Pour l'écrivain Ernst Jünger, la capitale française semble avoir été « fondée sur l'autel de Vénus ». Son Führer est moins poétique. Hitler déplore que Paris se soit transformé en une *Etappenstadt* (« ville d'étape »), un lieu de débauche et de repos sordide avant de retrouver les rigueurs du front de l'Est. L'image d'exemplarité et de discipline que la troupe d'occupation se doit de renvoyer est bien écornée. Les témoignages d'officiers de l'époque décrivent des clubs mal famés bondés de soldats allemands

dont l'attitude vulgaire s'accorde à la « bassesse » des lieux qu'ils fréquentent avec assiduité. Alors que la population civile subit rationnements et privations, les maisons closes vivent un véritable « âge d'or ». Au One Two Two, on croise souvent les cadres de l'Abwehr. Ceux de la Gestapo ont leur table réservée au Sphinx, tandis que la fine fleur du commandement de la Wehrmacht fait bombance au Chabonais.

Confidences sur l'oreiller

Les maisons closes de luxe deviennent les salons où l'on rencontre les figures les plus troubles de l'époque. Henri Lafont et Pierre Bonny, chefs de la Gestapo française de la rue Lauriston, s'en servent comme lieux de recrutement ou de corruption. Entre deux coupes de champagne, on y négocie des laissez-passer ou des protections contre des perquisitions, on y dénonce des résistants ou on y revend des stocks de denrées rares obtenues au marché noir par les profiteurs de guerre. Les confidences sur l'oreiller sont parfois collectées par les patrons des bordels pour être revendues au plus offrant

quelle que soit sa nationalité. Face au succès économique des maisons closes, le régime de Vichy décide, fin 1941, de les taxer en les classant parmi les « spectacles de troisième catégorie », au même titre que les matchs de boxe ou les bals. Loin de s'en offusquer, les tenanciers acceptent volontiers cet impôt (allant de 8 à 18 %), y voyant une forme de légitimation étatique. Cette intégration officielle culmine en avril 1942, lorsque la profession rejoint le comité interprofessionnel de l'industrie hôtelière, transformant ainsi les gérants de bordels en commerçants reconnus par la loi. À la Libération, le ressentiment populaire explose. Si les scènes de femmes tondues marquent l'imaginaire collectif, les maisons closes, elles, sont vues comme les symboles d'une France qui a pactisé avec l'ennemi et s'est enrichie sur la misère de la population. En 1946, lorsque Marthe Richard porte la loi qui fermera définitivement les maisons closes, son argument est tout aussi moral que patriotique : ces hauts lieux de la « collaboration horizontale » ont été le théâtre d'une trop grande proximité avec l'occupant.